



HAL
open science

Climat : ce que nous apprend la philosophie politique

Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Climat : ce que nous apprend la philosophie politique. L'environnement, parlons-en !, Nov 2015, Paris, France. hal-01271571

HAL Id: hal-01271571

<https://hal.science/hal-01271571>

Submitted on 9 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Climat : ce que nous apprend la philosophie politique

Fabrice Flipo (LSCP, UFR Sciences Sociales)

La philosophie politique au sens large s'intéresse à ce qui fait que les sociétés sont ce qu'elles sont, et qu'elles évoluent comme elles le font. Intérêt, don, prestige etc. sont les motifs humains les plus répandus, ils étaient déjà un motif d'étude pour Platon et Aristote, 500 ans avant JC. Des sources encore plus anciennes existent, jusqu'à 3000 ans avant notre ère. De ces motifs naissent des sociétés, des régimes, des conflits aussi, que la philosophie politique étudie depuis longtemps.

« Politique » est donc utilisé au sens large ici, au sens de tout ce qui a rapport à l'agencement de la vie collective. Est politique ce qui relève de ce que Jean Baechler (1977) appelle la *politie*, le collectif. Celle-ci a pris bien des formes au cours de l'histoire, bande, tribu, cité, empire ou encore nation.

L'homme s'est toujours soucieux du climat, comme en attestent les archives, aussi loin qu'elles remontent. Le climat joue un rôle majeur dans l'hominisation, par exemple la disparition de Néanderthal coïncide avec une entrée dans une époque glaciaire¹.

Dans nos sociétés les personnes qui se sont soucies d'un changement climatique consécutif aux émissions de gaz à effet de serre avec l'objectif politique de changer nos modes de vie se sont présentées comme des « écologistes »². Ils sont à distinguer des écologues, qui étudient la nature sans forcément de projet politique à la clé.

Dans *Nature & politique*, et un certain nombre d'autres ouvrages, j'ai essayé de saisir ce qu'il en est de « l'écologisme », un mouvement difficile à identifier, pour plusieurs raisons :

- la première est que les travaux disponibles ne s'intéressent pas au mouvement dans sa totalité. Les politistes se sont focalisés sur les formations partidaires telles que les Verts ; les sociologues plutôt aux conflits locaux, tels que Notre-dame-des-Landes ou les actions de Greenpeace contre le thon rouge ; les géographes et urbanistes s'intéressent plutôt aux enjeux d'aménagement du territoire tels que l'usage du vélo et du transport en commun etc. Récemment a émergé une sociologie de l'énergie, qui n'existait pratiquement pas jusque-là.
- un second obstacle est la dispersion des travaux philosophiques sur l'écologie. Dispersion chez les philosophes de profession et dispersion dans les sources reconnues comme pertinentes par l'acteur social étudié.

Pour surmonter ces obstacles j'ai proposé de procéder par les controverses, c'est-à-dire d'essayer de saisir comment l'écologisme ou écologie politique est reçu au sein de nos sociétés, qui ont été dominées au cours du dernier siècle par deux grandes idéologies, le libéralisme et le socialisme. J'ai identifié quatre sites de contestation.

Le premier est la question de la place à accorder à la nature. Dans un texte célèbre le juriste étasunien Christopher Stone a suggéré en 1972 d'accorder des droits aux arbres, pour les défendre. Le propos a provoqué le scandale. Car en effet comme l'a montré MH Hermitte le droit moderne n'accorde de droits qu'aux êtres humains, le reste du monde est fait de choses sans droits. Ferry avait donc raison de dire que le vivant est un objet non-cartésien. Et par « vivant » il faut entendre

¹L. Allemand, *Néandertal : pourquoi a-t-il disparu ?* La Recherche, 28 mai 2009.

²Simonnot

non seulement les organismes, mais aussi les régulations telles que le climat.

Le second est le comportement des écologistes en politique. Pendant longtemps les écologistes ont eu le monopole de l'écologie, et ils l'ont encore en grande partie aujourd'hui. Nul parti n'est plus déterminé sur la question. Les écologistes sont ceux qui ont porté des problèmes tels que le changement climatique sur la place publique. Depuis le début c'est au centre de l'échiquier politique et à la gauche du PS que l'écologie reçoit un écho particulièrement important. Les tensions actuelles au sein d'EELV en témoignent une nouvelle fois. Mais l'écologisme c'est aussi un mouvement social, qui reste encore peu étudié. L'écologisme ne fait pas l'objet d'autant de travaux que ne l'a été le mouvement ouvrier ou le christianisme social, pour prendre deux figures militantes familières. Il n'existe même pas d'histoire de l'écologisme. Il est pourtant difficile de penser que l'enjeu écologique puisse être saisi, d'un point de vue politique, sans mouvement social à la clé. Le rapport à la nature des êtres humains n'est pas direct : il est médié par la société, c'est-à-dire des relations entre êtres humains.

Le troisième enjeu est l'économie.

– du côté des libéraux l'écologie a parue être socialiste (accusation de « khmers verts ») pour différentes raisons. D'abord un discours collectif sur les usages, par exemple le vélo plutôt que la voiture, qui paraissait être implicitement soutenu par un appel à la planification. Ensuite l'intérêt écologiste pour l'agriculture et le retour à la terre rappelle Pol Pot, voir encore le magazine Valeurs Actuelles récemment, d'orientation libéral-conservateur. Le catastrophisme est compris comme un appel au chaos, dans le genre des groupes d'ultra-gauche. Enfin l'intérêt économique est évidemment incompatible avec l'intérêt écologique, qui relève de ce qu'on appelle la vertu : un calcul peut-être, mais un calcul sans retombées autres que très lointaines, relativement à la destinée propre de l'individu.

– de telles considérations laissent penser que les écologistes ont très bien été accueillis par les divers courants socialistes. Il n'en a rien été. Le socialisme se fonde sur une critique de l'inégalité dans l'échange, privilégiant le rapport capital-travail. L'écologisme a donc été considéré comme un front secondaire. Le responsable des dégâts est le capitalisme aussi faut-il conclure que tout passe par la remise en cause du socialisme. L'écologisme devait donc se ranger derrière la lutte des classes. En pratique le socialisme s'est montré réformiste sur le travail et ignorant de l'écologie, toujours repoussée à plus tard. Un document du PCF de 1973 démontre cela. Aujourd'hui les choses commencent à changer un peu, des tentatives sur la voie d'un écosocialisme existent. L'écologisme élabore une critique propre de l'économie, axée sur la consommation, directe (usager final) ou indirecte (investissement). C'est du point de vue de ce qu'on appelait au 19e siècle le métabolisme de la société avec la nature que l'économie est envisagée.

Le dernier point est le rapport à la science et à la religion, en tant qu'elles ont toutes deux partie liée avec l'Absolu. Les interactions sont nombreuses. L'écologisme se réclame d'une science, ce qui a pu être perçu comme dangereux pour la démocratie. La conviction que les enjeux sont importants a conduit les adversaires des écologistes à parler de « foi » : les écologistes auraient par exemple foi dans l'existence du changement climatique. A l'inverse les écologistes ont souvent critiqué leurs adversaires et leur foi dans un progrès technologique qui pour eux viendrait à bout de tous les enjeux, sans devoir mettre en cause le mode de vie ou « paradigme » de la modernité. Les critiques écologistes ont trouvé un écho dans le monde en développement, où l'universalisme occidental n'a pas toujours été perçu comme émancipateur.

La réception de l'écologisme en apprend beaucoup sur les obstacles que rencontrent nos sociétés dans la prise en compte de « l'environnement », concept dont on peut rappeler qu'il n'est pas plus vieux que la « crise environnementale » identifiée dans les années 70 à la faveur notamment du Sommet de Stockholm sur l'environnement humain. Les grandes idéologies politiques sont aussi des acteurs politiques, leur structure explique en grande partie les décisions qui sont prises et à quoi

elles mènent. Sous cet angle-là ni les tensions internes à EELV ni les difficultés rencontrées par la conférence de Paris sur le changement climatique ne sont surprenantes.